

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher

BLOIS, le 05/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SCA AXEREAL

36 rue de la Manufacture

CS 40639

45160 Olivet

Références : 2022-1145/VAT20220685

Code AIOT : 0010001769

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2022 dans l'établissement SCA AXEREAL implanté 12, rue André Boulle 41000 BLOIS. L'inspection a été annoncée le 14/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA AXEREAL
- 12, rue André Boulle 41000 BLOIS
- Code AIOT : 0010001769
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Non

L'activité de stockage de produits phytopharmaceutiques exploitée par AXEREAL et désignée par le terme PFD (Produits Finis Divers) est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 novembre 2004, modifié par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires entre 2008 et 2022. Le statut de seuil haut du site est justifié par le stockage des produits phytopharmaceutiques et inflammables.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les opérations de sous-traitance effectuées par les entreprises extérieures au sein des établissements Seveso.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des sous-traitants	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
5	Suivi des habilitations	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
6	Information des sous-traitants sur la conduite en cas d'incident	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
7	Intégration des sous-traitants dans les procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
8	Plan de formation et acquis des compétences des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Existence de procédures des opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
3	Surveillance des opérations menées par les entreprises sous-traitantes	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
4	Permis de feu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des sous-traitants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS- Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste de sous traitant réguliers qui interviennent pour les opérations de maintenance, essai contrôle et entretien des équipements importants pour la sécurité pour l'ensemble des sites d'AXEREAL. Cette liste est établie à partir d'une extraction des fournisseurs extérieurs identifiés dans le logiciel AX'HA. La gestion des entreprises extérieures est décrite dans la consigne CS013 "Sécurité des intervenants extérieurs". Une liste plus précise mériterait d'être élaborée par l'exploitant et annexée aux procédures SGS du site.
Observations : <u>Documents consultés en séance:</u> Liste des entreprises extérieures intervenantes sur les sites d'AXEREAL. Tableau de suivi des EIPS du site (nature de l'opération + nom de l'entreprise).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Existence de procédures des opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS-Maitrise des procédés, maitrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Les entreprises extérieures qui interviennent sur le site pour des opérations de maintenance ou d'entretien des équipements à risque disposent de leur propre mode opératoire. Un Plan De Prévention de coordination et de sécurité formalisant les risques liés aux installations ainsi que les mesures de prévention à respecter est signé par ces entreprises extérieures tout les ans. <u>Documents consultés en séance:</u> Consigne CS013 "Sécurité de entreprises extérieures" Plan de prévention, de coordination et de sécurité signé avec l'entreprise Eurofeu en date du 10/02/2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance des opérations menées par les entreprises sous-traitantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Pas de non-respect constaté
Observations : Les rapports d'intervention pour maintenance sur les équipements à risques spécifient l'état de fonctionnement de l'installation à l'arrivée et au départ du prestataire ainsi que les opérations menées. Le détail des résultats des tests est formalisé par la suite dans le compte-rendu approfondi envoyé par le prestataire au siège de la société. En validant le plan de prévention, chaque entreprises extérieure atteste savoir qu'elle intervient sur un site SEVESO. L'accueil des prestataires extérieures est systématiquement formalisé par la rédaction d'une fiche de visite préalable, d'une autorisation de travaux ou d'une autorisation d'accès. L'accueil des entreprises extérieures est correctement réalisé par le personnel d'AXEREAL. Le personnel d'entreprises extérieures n'est pas autorisée à être présent sur le site en dehors des heures ouvrables. En cas d'intervention réalisée par un opérateur connu et régulier, habitué à intervenir sur le site, un plan de prévention a été signé et validé par l'entreprise extérieure. La fiche d'autorisation de travaux systématiquement renseignée précise notamment ces points: -Plan de prévention signé par l'entreprise extérieure -connu par le représentant de l'entreprise extérieure Pour le cas spécifique des chauffeurs extérieurs qui effectuent les opérations de chargement/déchargement des marchandises, un protocole de sécurité formalisant les consignes de sécurité et les consignes d'opération à respecter leur est remis avant chaque intervention. <u>Document consultés en séance:</u> -Procès verbal d'intervention sur parc robinet incendie armé réalisé par le prestataire EUROFEU SERVICES en date du 04/02/2022 -Tableau de suivi des équipements EIPS dans lequel figure cette même opération en date du 04/02/2022 -Exemplaire du protocole de sécurité remis au chauffeur
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS - Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Pour toute intervention, l'exploitant a indiqué compléter une fiche de visite préalable, valant également autorisation de travaux et autorisation d'accès. Les risques et les dangers sont notamment identifiés, ainsi que la nécessité d'établir ou non un permis de feu. Les permis de feu sont délivrés suivant la procédure établie par le groupe AXEREA. Plusieurs permis de feu ont été examinés. Ces permis mentionnent notamment le nom de l'intervenant, le visa du responsable des travaux ainsi que la nature de ceux-ci. Les informations prescrites sont mentionnées. Les permis de feu examinés (novembre 2021) sont correctement renseignés et signés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suivi des habilitations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Le manuel SGC dans sa partie 5, précise la liste des vérifications dévolues aux organismes extérieurs. Le logiciel AX'HA regroupent une liste de sociétés reconnues et compétentes pour intervenir sur un site classé SEVESO. Toutefois, le processus d'habilitation des entreprises extérieures (notamment celles susceptibles d'intervenir sur les éléments importants pour la sécurité) n'est pas suffisamment défini. L'exploitant doit notamment préciser les exigences/attendus qu'il s'est fixé en termes d'habilitation des intervenants afin de s'assurer de leur niveau de qualification satisfaisant.
Observations : L'exploitant s'appuie sur le plan de prévention comme gage de bonne foi de l'entreprise pour intervenir sur un site SEVESO mais ne réalise pas de vérification particulière pour savoir si une entreprise extérieure n'a pas perdu son habilitation pour effectivement intervenir sur leur site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Information des sous-traitants sur la conduite en cas d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Constats : Les personnels sous-traitants qui interviennent sur le site signe un plan de prévention. Ce dernier ne précise pas suffisamment la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, ainsi que sur la mise en œuvre des moyens d'intervention (transmission des éléments du POI, information sur le schéma d'alerte).</p> <p>Par ailleurs, les consignes en cas d'accident figurent bien dans le protocole de chargement/déchargement remis aux chauffeurs extérieurs.</p>
<p>Observations : <u>Documents consultés en séance:</u> - Modèle de plan de prévention - Protocole de chargement/déchargement des camions</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Intégration des sous-traitants dans les procédures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : L'exploitant doit mieux définir les modalités d'intégration des entreprises sous-traitantes dans les procédures d'urgence et notamment dans le POI.
<p>Observations : Ni le manuel SGS, ni le plan de prévention, ni le POI ne précisent si le personnel sous-traitant est censé intervenir sur un départ d'incendie à l'aide des différents moyens (RIA, extincteurs...). D'une manière générale, quel est son rôle lors de la survenue d'un accident?</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de formation et acquis des compétences des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant ne s'assure pas que les entreprises extérieures sont correctement formées (risques site SEVESO, moyens d'intervention contre l'incendie). L'exploitant ne respecte pas la fréquence annuelle de sensibilisation aux risques, à destination des entreprises extérieures tel qu'indiqué dans son SGS.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Fiche de constats: